

Feu le front républicain

Author : Jérôme Grondeux

Categories : [Politique](#)

Date : 29 mars 2014

La grande victime de ces élections municipales aura été le « front républicain ». La trêve ponctuelle de l'affrontement droite/gauche au nom de la nécessité d'empêcher l'élection de candidats du Front national, symbolisée par l'appel à voter pour l'adversaire quand il est face au Front national, me paraît avoir vécu.

C'est la droite qui lui a porté le premier coup. Ou plus exactement une partie de la droite, lors des cantonales de 2011. Le président Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé, alors secrétaire général de l'UMP, ralliés par l'ancien secrétaire général Xavier Bertrand, avaient alors décidé de ne plus appliquer cette stratégie, au grand dam du premier ministre François Fillon qui avait appelé au front républicain, et des centristes de la majorité d'alors. On lui avait substitué le « ni, ni », « ni vote FN, ne vote PS ». Aujourd'hui, ce mot d'ordre encore soutenu par la gauche est l'objet d'entorses sérieuses, par exemple à Béziers, où le socialiste Jean-Michel du Plaa se maintient face à Robert Ménard soutenu par le FN, alors que le total des voix de gauche obtenues au premier tour (PS et Front de gauche) est inférieur à celui obtenu par le candidat UMP Élie Aboud. Jean-Michel Plaa a d'ailleurs perdu ainsi entre les deux tours l'investiture socialiste.

L'enterrement du Front républicain ne semble pas susciter beaucoup d'émotion, et les protestations ont quelque chose d'un peu rituel à gauche, d'un peu incertain à droite : le moins qu'on puisse dire est que la position de principe de l'UDI en faveur du front républicain est interprétée très diversement dans ses différentes composantes... Alain Juppé, quant à lui, a pu prendre nettement dans son blog prendre position contre le front républicain (<http://www.al1jup.com/le-ps-et-le-fn/>) sans que cela nuise à l'espèce d'autorité morale qu'il a conquise ces dernières années dans toute une partie de l'opinion.

C'est toujours un spectacle curieux de voir s'effacer une ligne qui a été passionnément défendue pendant de longues années. Ici, je vais raisonner en historien du politique. Quand un principe directeur s'effrite, c'est d'une part que les circonstances ont changé (effet conjoncturel), et d'autre part que les attentes que ce principe pouvait susciter ont été trop longtemps déçues (effet structurel). L'usure du temps, la péremption provisoire ou définitive, jouent de ces deux manières.

De la défense républicaine au Front républicain

Le Front républicain a des racines très anciennes, du moins à l'échelle de la politique contemporaine. On peut suivre Philippe Braud quand il le relie aux premiers temps de la Troisième

République, à la « défense républicaine » contre les autoritaires de tout poil, monarchistes ou nationalistes. Mais un autre héritage, plus tardif, s'y mêle, celui de l'antifascisme des années 1930. La défense républicaine fédérait tous les républicains, et seule une petite minorité d'entre eux, assez marginalisés, passèrent à droite quand, en 1899, Waldeck-Rousseau fit un gouvernement qui devait combattre les antidreyfusards et relancer l'anticléricalisme. L'antifascisme, surtout à partir du moment où il inclut les communistes, ne va pas au-delà du parti radical. Les républicains modérés n'y ont pas leur place. Jusque vers 1900, les républicains étaient classés à gauche, et la défense républicaine les soudait. Dans les années 1930, la frontière droite/gauche les traverse, et l'antifascisme est devenu le fédérateur des gauches, quand l'anticommunisme est celui des droites.

Union de la gauche et « discipline républicaine »

D'ailleurs, en 1956, l'expression « Front républicain » désigne l'alliance entre les socialistes et les radicaux dont les deux leaders, pour la campagne législative, sont Guy Mollet et Pierre Mendès-France. De même, l'expression de « discipline républicaine », qui remonte à la Belle Époque, est utilisée plus tard au temps de l'Union de la gauche pour désigner le report au second tour d'élections de l'ensemble des voix de gauche sur le candidat de gauche le mieux placé.

Les républicains du centre et de la droite ne sont alors implicitement pas compris dans ce rassemblement des « forces républicaines ». D'autre part, les gaullistes ont été, sous la quatrième république, eux aussi perçus comme une menace, au temps du RPF, et se voyaient alors dénier le label républicain. Tout cela a bien sûr laissé des traces, et a rendu difficile de se proclamer du principe du front républicain sans être soupçonné de nourrir des arrière-pensées.

L'idée de front républicain entre en sommeil dans les années 1960. Les institutions de la Cinquième République, surtout à partir de 1962, et le système du scrutin majoritaire pour les élections législatives ont rendu plus structurant que jamais le fossé entre droite et gauche. Quand bien même les modérés de chaque camp ne sont au fond pas très éloignés, ils sont tenus avant tout de s'ancrer dans leur camp. De plus, jusqu'aux années 1980, l'extrême droite est sans expression électorale forte, et, jusqu'aux mêmes années, le socialisme est bien davantage la référence des gauches que la République.

Le Front républicain face au choc de Dreux en 1983

Tout change en 1983, avec l'élection municipale de Dreux. Avec 17 % des voix au premier tour, la liste menée par Jean-Pierre Stirbois négocie sa fusion avec la liste de droite de Jean Hieaux qui remporte l'élection. Le choc est immense ; le Front national, né en 1972 du regroupement de groupuscules de nostalgiques de Vichy ou de l'Algérie française, d'orphelins du poujadisme (comme Jean-Marie Le Pen) et de catholiques traditionalistes autour du mouvement néofasciste « Ordre nouveau » est comme un résumé de l'histoire de l'extrême droite française. Malgré la scission de 1973 qui aboutit au départ de la plupart des militants d'Ordre nouveau, l'étiquette

fasciste reste collée au Front national, et ce parti est parfaitement susceptible de recréer contre lui une mobilisation antifasciste.

Dès 1983, comme le rappelle Pascal Perrineau, la formule du « front républicain » réapparaît à gauche. Le 9 septembre 1983, Michel Rocard, alors ministre de l'agriculture, et Pierre Juquin participent à une manifestation à Dreux même « pour la démocratie ». La droite flotte pendant plusieurs années : face à des socialistes alliés au parti communiste, alors que l'URSS existe encore et que personne ne pense qu'elle n'a pas dix ans à vivre, les hommes politiques de droite estiment souvent qu'on ne peut leur reprocher un rapprochement plus épisodique avec les gens du FN, rapprochement qu'ils estiment symétrique de l'alliance PS-PC.

Quant à François Mitterrand, il comprend vite le parti qu'il peut tirer de l'affaire. SOS-Racisme mobilisera la jeunesse sous couleur d'un apolitisme de plus en plus fictionnel, et dont la suite des carrières de Julien Dray et d'Harlem Désir offre un éclatant contre-témoignage. Un accès facilité aux médias de Jean-Marie Le Pen, un opportun passage à la proportionnelle pour les législatives de 1986 feront le reste, et il s'en faut de peu que la droite et le centre ne se voient privés de la majorité qu'ils attendaient.

La manœuvre a eu deux conséquences à droite : une sous-estimation du phénomène Front national, réduit à l'œuvre illusoire du prestidigitateur Mitterrand, et l'idée chez certains que seule une position claire permettra de se tirer du piège. Dans tous les cas, on ne mesure pas à quel point la progression du FN, si circonscrite soit-elle, est liée à la montée d'une forte défiance envers la « classe politique », à l'incapacité des partis de gouvernement à présenter une vision globale de leur action (et peut-être à en avoir une), et au climat de dépression collective qui se diffuse dans un pays où malgré des reprises économiques, le taux de chômage ne descend jamais au-dessous de 8% de la population active.

Jacques Chirac a, semble-t-il, bien rencontré Jean-Marie Le Pen avant le premier tour de l'élection présidentielle de 1988 et entre les deux tours. Mais cette rencontre n'a rien donné ; la faille est profonde depuis la fin de la guerre d'Algérie entre les gaullistes et l'extrême droite, et le « radical-socialisme » qu'on a souvent attribué à Chirac fait le reste.

Aux municipales de 1989, les premières triangulaires font perdre à la droite Mulhouse, Aix-en-Provence et Strasbourg ; en 1991, les partis nationaux condamnent officiellement toute alliance de leurs candidats avec le Front national, ce qui n'empêche pas les flottements locaux des régionales de 1992, ni de celles de 1998. Ni d'ailleurs les premiers succès du FN lors des municipales de 1995.

Vers l'apogée du Front républicain

Pourtant, la digue élevée par Jacques Chirac tient bon, et résiste même aux triangulaires des législatives de 1997, qui amplifient la défaite surprise de la droite. Tous ceux qui la contestent sont

vite marginalisés. La droite ne revendique pourtant pas le « front républicain », qui n'est pas dans son héritage. Elle le subit en quelque sorte. Encore en 2009, lors de la municipale partielle d'Hénin-Beaumont, l'UMP a appelé à faire barrage au FN lors du second tour d'où elle était absente. Cette ligne prudente de la droite avait été deux fois récompensée, en 2002 et en 2007.

L'apogée du « Front républicain » nouvelle manière, que marquent les élections présidentielles de 2002, est en effet paradoxal. Venue de la gauche, l'idée de front républicain profite exclusivement à la droite au second tour : pour la première fois, ce sont les projets politiques des socialistes que le Front national contrarie. D'une certaine manière, l'idée pourtant aurait pu en sortir grandie, purifiée, lavée de tout calcul, consensuelle. Ce ne fut pas le cas.

La logique de front républicain a joué à un point tel que le score de Jacques Chirac au second tour est dénué de toute autre signification que d'en être le produit. Elle aurait joué spontanément de toute manière, tant l'allergie d'une grande majorité de Français aux thèses du FN est alors profonde, et c'est ce qui fait sa force. Elle prend figure de référendum alors même que le casting du second tour a révélé l'ampleur de la crise politique du pays. Celui qui le comprend le mieux à l'époque et qui saisit à chaud la portée historique du moment, c'est François Bayrou. Malheureusement, il est aussi le moins propre à en tirer profit politiquement, structurellement incapable qu'il est de se soucier de ses partisans, de leur destin et de leur organisation. François Bayrou propose à Jacques Chirac un gouvernement d'union nationale ; il en serait logiquement le chef. Mais il n'a pas de programme, et on voit mal l'UDF négocier avec le RPR et le Parti socialiste, voire les écologistes, au sortir d'une campagne électorale où tous ont cherché à se différencier.

Le Front est nu !

Dès lors, le Front républicain est nu. Il retrouve les vieilles faiblesses de la défense républicaine, et même celles de l'antifascisme : celle d'être incapable de déboucher sur un projet politique global, cohérent, capable de rassembler au moins pour quelques années une grande majorité de citoyens. Capable de répondre au sempiternel « ni droite ni gauche » de l'extrême droite par un dépassement plus synthétique du clivage droite gauche, mettant au premier plan l'intérêt national. Il apparaît comme un jeu cruel et hasardeux dont le seul résultat tangible est d'exclure du jeu politique une force en construction. Une gigantesque cocotte-minute, en somme.

En 2007, Nicolas Sarkozy a réussi, aidé par son talent d'animal politique et par les circonstances, à conjurer pour un temps – mais seulement pour un temps très court – deux malédictions qui touchaient les partis de gouvernement et sapaient leur légitimité : l'alternance ultra-rapide depuis 1986, aucune majorité sortante n'ayant été reconduite, et la montée du Front national. Ce dernier était, il est vrai, en situation de faiblesse ; son leader emblématique menait sans doute le combat de trop, et l'épisode de 2002 avait montré les limites de l'entreprise. Mais face à lui, il y avait quelqu'un qui n'hésitait pas à aller aussi loin qu'il le pouvait sur ses terres, légitimé aux yeux de la droite revancharde par la haine fascinée que lui vouait la gauche, garanti du côté de la droite

républicaine et modérée par son attelage avec François Fillon. Et qui avait la chance d'incarner à la fois la rupture et la continuité avec son prédécesseur, Jacques Chirac. Le front républicain n'est plus d'actualité en 2007, mais c'est parce que la question de la pérennité du FN se pose. Et dans cet éventuel anéantissement du Front national, l'organisation de son isolement, qui avait été plus immédiatement voulue par la gauche que par la droite, et qui avait d'abord coûté plus cher à la droite qu'à la gauche, pouvait avoir eu sa part.

La stratégie même de Nicolas Sarkozy, en effet, n'avait été possible que parce qu'il était clair que l'UMP avait la volonté ferme de lutter contre le FN, et d'une certaine manière, l'adhésion partielle, ou le non rejet de principe du front républicain en était la garantie. Le candidat UMP avait pu faire quelques incursions dans le domaine réservé des frontistes sans qu'on le soupçonne vraiment de vouloir les rallier ou quêter leur alliance.

La croissance du FN a pourtant repris, enclenchant une « dédiablement » qui a fragilisée l'idée de front républicain. L'ambition de « dédiablement » est ancienne chez les frontistes, liée à l'existence même du Front national qui a été créé pour se placer sur le terrain électoral, comme le souligne Dominique Albertini (http://www.liberation.fr/politiques/2013/09/20/front-national-jusqu-ou-ira-t-il_933368). Elle a été le projet de Jean-Marie Le Pen, mais s'est heurtée à deux obstacles : ses propres dérapages verbaux plus ou moins contrôlés (dont le plus célèbre reste le « point de détail » de 1987), et la scission de Bruno Mégret en 1999, qui coûte au FN une bonne partie de ses cadres et de sa respectabilité naissante. Le passage de relais de Jean-Marie Le Pen à Marine Le Pen, en janvier 2011, marque une étape capitale.

Marine Le Pen n'a connu, de par sa génération (elle est née en 1968), aucun des grands rendez-vous de l'extrême droite française ; elle est donc plus difficile à saisir pour un antifascisme qui fonctionne essentiellement par une chaîne de références historiques. En même temps, sa filiation lui assure une légitimité aux yeux des militants. Le fait qu'elle surfe sur une vague populiste européenne, et surtout qu'après les échecs spectaculaires du NPA et du parti de gauche le FN devienne la force la plus dynamique de la mouvance antisystème, l'ancrage populaire du FN enfin quand les forces de gouvernement sont dans une relative apesanteur, tout cela rend plus problématique l'idée d'un cordon sanitaire, qui légitimerait d'ailleurs son propre discours. Elle a en outre compris qu'en centrant ses attaques sur l'Europe, accusée d'être technocratique et de se faire contre la volonté des peuples, elle bénéficiait de la légitimité intellectuelle de la mouvance souverainiste qu'elle entreprend méthodiquement de satelliser.

Si 2002 a marqué l'apogée de l'idée de front républicain tout en en soulignant cruellement les limites, la victoire du « non » au référendum de 2005 a créé une nouvelle constellation dont le FN tire profit à long terme, malgré son éclipse de 2007. Le camp du « non » s'est trouvé majoritaire sur un scrutin. Personne n'a réussi à le fédérer, mais tous les mouvements qui contestent les partis de gouvernement y ont puisé un surcroît de légitimité démocratique. Et le FN n'a pas fait exception ; quand il reprend sa croissance, il se trouve être la force politique la plus puissante et la

mieux soutenue par les milieux populaires de la galaxie antisystème. Organiser son ostracisme politique (puisque c'est à cela que revient la stratégie de Front républicain, qui fait de son échec électoral dans la moindre élection une priorité absolue) devient de plus en plus difficile à justifier. La vraie question pour ceux qui le combattent devient dorénavant de s'attaquer à sa crédibilité ; l'argument de la dangerosité, du « péril fasciste », pour reprendre la rhétorique de l'antifascisme des années 1930, devient désuet, et les suites de 2002 lui ont donné des allures de cache-misère. C'est l'offre politique du Front national qu'il devient urgent de critiquer, et dans cette perspective, refuser la concurrence et se réserver le monopole de la représentation légitime des électeurs paraît un aveu de faiblesse et légitime le FN en tant que meilleur représentant des « exclus » et des « victimes » du « système ».

La nouvelle configuration politique issue de 2005 explique que la dénonciation par Marine Le Pen de « l'UMPS » ait une efficacité beaucoup plus grande que celle de la « bande des quatre » par Jean-Marie Le Pen dans les années 1980, et disqualifie toute manœuvre concertée du PS et de l'UMP-UDI pour marginaliser le FN. Le projet de front républicain est frappé d'obsolescence, mais il est mort autant de sa stérilité politique, manifeste depuis 2002, au vrai nichée depuis longtemps au cœur de la défense républicaine, que de la mise en lumière, par la victoire du « non » en 2005 comme par la montée continue de l'abstention, des conditions politiques de la montée et de l'enracinement du FN.

Le front républicain ressuscitera peut-être un jour, mais ce sera dans une vraie situation d'urgence. Il ne peut servir de réponse à une crise politique longue et n'en a jamais été capable. La politique vit d'un équilibre entre positif et négatif, et ce que l'on refuse ne peut durablement remplacer ce que l'on propose.